

FEMMES ABANDONNÉES

Le nouveau combat de l'Association du mouvement féminin algérien

L'Association du mouvement féminin algérien de solidarité avec la famille rurale, présidée par M<sup>me</sup> Saïda Benhabylès, qui a tenu hier son assemblée générale, a décidé d'engager un nouveau combat.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Créée en 1992, dans un contexte différent de celui d'aujourd'hui, cette association a,

jusque-là, cristallisé ses actions en direction des femmes victimes de terrorisme, essentiellement. Aujourd'hui, c'est un autre

combat qu'elle compte livrer. Celui, selon M<sup>me</sup> Benhabylès, de venir en aide aux femmes victimes d'abandon par leurs maris. Selon elle, des milliers d'Algériennes mariées à des binationaux se retrouvent seules au bout du compte. La plupart d'entre elles ayant, qui plus est,

des enfants, ajoute-t-on. Le nombre exact de ces femmes reste inconnu. M<sup>me</sup> Benhabylès, nous dira que son association va nommer durant cette assemblée générale une personne qui prendra en charge cette question.

L'ancienne sénatrice précisera que ces binatio-

naux sont des Franco-Algériens ou Algéro-Belges. Ces derniers temps, des Orientaux se sont mis également à cette pratique.

En effet, la plupart étant mariés dans leurs pays d'origine. Venus en Algérie pour y travailler, ces hommes épousent des

Algériennes qu'ils n'hésitent pas à délaisser une fois rentrés au pays. Notre interlocutrice précisera qu'avec des données que l'association aura ramassées, une journée d'étude sera organisée avec tous les partenaires sociaux pour «crever l'abcès».

S. A.

CONSEIL NATIONAL DE LA RÉVOLUTION

«Un conseil extraordinaire»

Sous le thème «Le rôle du Conseil national de la Révolution depuis le congrès de la Soummam au congrès de Tripoli», l'Association Machaâl Echahid a organisé, hier, à Alger, une conférence animée par Zoheïr Ihadaden, professeur en communication et acteur de la révolution algérienne.

«Ce n'est pas un témoignage que j'apporte mais juste une présentation d'un travail méthodologique et intellectuel», dira l'invité de Machaâl Echahid. Et d'expliquer que son travail est essentiellement basé sur les témoignages et les écrits des acteurs de la Révolution, à savoir Mohamed Boudiaf, Benyoucef Ben-Khedda, Ali Kafi et Ali Haroun, et sur les archives du GPRA et autres documents portant sur la guerre d'Algérie. Il a évoqué ainsi le rôle, les missions et principes du Conseil national de la Révolution à travers les différentes étapes de la guerre de Libération, avant de qualifier cette organisation de «conseil extraordinaire».

Rym Nasri

Commémoration du décès de Slimane Amirat

A l'occasion du 17<sup>e</sup> anniversaire du décès de Slimane Amirat, la Fondation a l'honneur de vous communiquer le programme de la journée du 1<sup>er</sup> juillet 2009 :

10h : recueillement au cimetière d'El-Alia.

14h : présentation à l'hôtel El-Aurassi d'une opérette qui a pour titre : *Mendiants d'affection*, jouée par les jeunes du TNA Chorale avec l'association Chams.

La presse et le public sont cordialement invités.

L'UE OBLIGE LES COMPAGNIES AÉRIENNES À ACHETER DES QUOTAS DE CO2

Menace sur Air Algérie

Une directive de l'Union européenne adoptée en octobre 2008, devant entrer en vigueur à partir de janvier 2012, qui oblige toutes les compagnies aériennes desservant le ciel européen à acheter des quotas de Co2 pour couvrir leurs émissions en gaz à effet de serre, risque de mettre en péril le pavillon national Air Algérie.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)

- Cette directive, prise de façon «unilatérale» et en contradiction avec le protocole de Kyoto, qui exempte les pays en développement de la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, prévoit, entre autres sanctions, «la saisie des avions des compagnies aériennes incriminées qui refusent de se plier à cette mesure», voire «la mise en vente aux enchères des appareils».

Le président-directeur général d'Air Algérie, Abdelawhid Bouabdallah, a indiqué à ce sujet que l'«Algérie a été la première à

protester officiellement auprès des instances de l'aviation civile internationale (OACI et IATA) et à engager des démarches de contestation aux échelons arabe et africain».

Le patron du pavillon national de transport aérien juge cette directive «illégal», et «contraire au règlement international», puisque l'Algérie, en sa qualité de pays en développement, n'est nullement concernée par l'article du protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine aérien. «Mais, nous n'avons pas d'autre choix que de nous y

conformer», a laissé entendre Abdelwahid Bouabdallah. 80% des vols d'Air Algérie se font vers le continent européen. Selon les explications fournies par l'assistant du P-dg d'Air Algérie, Sofiane Aït-Abdelmalek, les pays concernés par cette nouvelle mesure sont tenus de transmettre «obligatoirement», avant le 31 août prochain, un plan de surveillance détaillé et quotidien sur la charge et le volume d'émission de CO2 pour chaque vol. Ce rapport doit être approuvé par une autorité compétente d'un pays européen.

Pour l'Algérie, c'est la Direction générale de l'aviation civile française et le ministère de l'Environnement et du Développement durable français, et sera exploité en vue de quantifier le niveau de quotas de CO2 à acheter.

Au niveau d'Air Algérie, l'on a commencé déjà à faire le reporting et le suivi des émissions de gaz à effet de serre pour les avions desservant les villes européennes. Pour Abdelwahid Bouabdallah, comme pour son assistant, cette «affaire» doit être traitée au niveau des Etats.

D'ailleurs, au niveau des gouvernements, cette nouvelle approche de l'UE vis-à-vis des compagnies aériennes issues des pays en développement est tout simplement rejetée.

Quant à l'impact économique de cette mesure sur la santé financière d'Air Algérie, «il est difficile d'en connaître le coût.

Se conformer à cette nouvelle directive va coûter beaucoup d'argent à l'entreprise», note encore Sofiane Aït-Abdelmalek.

L. M.

OTA

Convention de partenariat avec l'Université d'Alger

C'est au siège d'OTA qu'a eu lieu, hier, la signature de la convention entre le directeur général d'OTA, M. Tamer El Mahdi, et le président de l'Université d'Alger, le docteur Hadjar Tahar. Ce partenariat, qui lie désormais le leader de la téléphonie mobile à l'Université d'Alger, coïncide avec les festivités du centenaire de la création de l'Université d'Alger.

Cette convention concernant les volets techniques, pédagogiques et matériels permettra, notamment, à l'Université d'Alger, forte de 130 000 étudiants, de bénéficier de l'expertise d'OTA dans l'amélioration des programmes pédagogiques, la possibilité pour les étudiants militants d'être accueillis à l'entreprise pour effectuer leurs stages pratiques et éventuellement d'être recrutés en fonction

des besoins de l'opérateur. Outre une contribution financière assez conséquente, OTA soutiendra l'Université d'Alger dans l'organisation d'événements scientifiques en mettant à sa disposition les moyens nécessaires. Par ailleurs, OTA participera avec un lot de cadeaux importants à la cérémonie marquant la naissance de l'Université d'Alger.

Tout en remerciant M. Tamer El Mahdi pour son soutien actif, M. Hadjar s'est dit heureux de ce partenariat avec le leader de la téléphonie mobile : «Grâce à l'apport de Djedzy, nous espérons faire de nos étudiants des praticiens dès la fin de leur cursus universitaire et pas seulement des théoriciens. Nous avons beaucoup à apprendre de vous en matière technologique et de gestion et vous avez beaucoup à recevoir de nous.

C'est un partenariat gagnant-gagnant entre deux grandes institutions.»

Quant à M. Tamer El Mahdi, il s'est dit honoré de ce partenariat avec la prestigieuse Université d'Alger. Insistant sur le rôle d'entreprise citoyenne d'OTA, il a précisé en substance : «Notre objectif est de soutenir l'Université d'Alger pour l'aider à améliorer le niveau pratique des étudiants pour qu'ils soient opérationnels dès leur entrée dans la vie active. Et pas seulement pour OTA mais pour l'ensemble des entreprises algériennes.

Ce qui est bon pour l'Université d'Alger et bon pour nous. En tant que société algérienne activant dans un secteur de pointe, nous ne ménagerons aucun effort pour soutenir l'essor et le rayonnement de l'Université d'Alger.»

RÉPONSE DE LA RÉDACTION

«Une intervention directe du président de la République a permis de régler le problème des personnes dont les noms ne sont ni inscrits sur les listes des terroristes abattus dans le cadre de la lutte antiterroriste ni portés sur les listes des disparus», avions-nous écrit, reprenant le propos livré à Echourouk du président de la cellule d'assistance juridique instituée dans le cadre de l'application de la loi portant charte pour la paix et la réconciliation nationale. Déduction logique : un terroriste qui n'est ni abattu ni porté disparu peut bien être toujours en activité. C'est ce que nous avons conclu en toute logique.

Ould-Abbas nous écrit

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon attention a été attirée par un article intitulé «Indemnisations : même pour les terroristes en activité» paru dans votre édition du 24 juin 2009, pages une et trois, et dont le contenu prêterait à équivoque.

Je voudrais rappeler, si vous le permettez, que le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger est chargé, dans le cadre de la tragédie nationale, de l'indemnisation des bénéficiaires des dispositions des décrets présidentiels n° 06-94 et 06-124 des 28 février 2006 et 27 mars 2006 relatifs à l'aide de l'Etat aux familles démunies, éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme, et aux modalités de réinté-

gration ou d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale.

Depuis le mois de mars 2006, à ce jour, l'aide octroyée sur le Fonds spécial de solidarité nationale n'a concerné que les familles de terroristes abattus, identifiés comme tels et figurant sur une liste des services de la police judiciaire.

Aussi, les familles des terroristes qui ne sont ni déclarés morts, ni portés disparus, ne bénéficient et n'ont jamais bénéficié d'une quelconque aide de l'Etat, et ce, conformément aux dispositions réglementaires régissant ce dispositif.

Je vous prie de croire, Monsieur le directeur de la rédaction, en l'expression de ma parfaite considération.